

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

CÉLIA BELIN (*) et LEAH PISAR (**)

Alors qu'on est bientôt à mi-chemin du premier mandat présidentiel de Donald Trump, l'Amérique et le monde s'habituent-ils à cette administration peu orthodoxe ? Alors que ses opposants attendent impatiemment les *midterm elections* de novembre 2018 dans l'espoir qu'elles restaureront un semblant d'équilibre, les débuts de cette présidence qui secoue le monde offrent déjà quelques indications sur ses effets de long-terme.

Sur bien des sujets, la stratégie du président Trump a pour l'instant consisté principalement à éradiquer de manière réflexive les avancées ou les transformations de l'ère Obama, sans aller beaucoup plus loin – du moins sur le fond. Il est parvenu à faire voter *in extremis* sa réforme fiscale en décembre 2017, par un Congrès qui ressentait une immense pression pour faire passer au moins une loi pendant la première année de son mandat – ce type de paralysie étant historiquement inédit alors que le parti du Président domine aussi les deux chambres du Congrès.

La confiance économique règne et la bourse grimpe, mais probablement de manière artificielle, stimulée par ses dérégulations et ses incitations fiscales. Aucun arbre ne grimpe jusqu'au ciel et il y a fort à parier que le Dow Jones, que Trump a désigné comme la principale mesure de son succès, s'auto-corrigera tôt ou tard.

Les divisions politiques sont profondes et palpables : Trump est le premier Président américain à avoir subi un *government shutdown* – fermeture du gouvernement fédéral pour cause d'absence d'accord budgétaire pour le financer –, alors que la majorité au Congrès est du même parti que lui, cela, le jour même de son anniversaire au pouvoir.

Même si Trump clame la primauté des intérêts américains – « *America First* » – et fait fi des accords internationaux et des alliances multilatérales, en politique étrangère, la rupture promise n'est pas toujours au rendez-vous. Souvent mentionné comme le sujet le plus « trumpien » et le plus novateur, le protectionnisme commercial n'est par entré dans sa pleine puissance puisque, hormis le saccage du Traité transpacifique (TPP), les

(*) Docteur en Science politique/Relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France) et chargée de mission « Etats-Unis/Relations transatlantiques » au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère français des Affaires étrangères.

(**) Docteur en Science politique de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France), anciennement directrice de la communication au Conseil de sécurité nationale du président Clinton (Etats-Unis).

guerres commerciales attendues n'ont pas – encore – eu lieu. En se retirant du TPP, de l'Accord de Paris sur le changement climatique, de l'UNESCO et d'autres instances multilatérales, D. Trump fait figure de cavalier seul sur la scène internationale. Il applique en somme une politique étrangère nationaliste et militariste, à n'en pas douter, mais celle-ci est moins le produit de son approche personnelle que l'héritière d'une frange dite « jacksonienne » du Parti républicain. Reste à espérer qu'il résistera à la tentation de tester son fameux bouton nucléaire.

Et les alliés de l'Amérique ne s'en sortent pas si mal. Les alliés du Moyen-Orient, Arabie saoudite et Israël en tête, jouissent d'un appui quasi total du Président. Les alliés asiatiques conservent les garanties minimales. Les Européens, quoique nerveux, ne peuvent que constater que les Américains sont clairs sur leurs engagements otaniens. Et la politique étrangère nationaliste qui place les intérêts américains au premier plan offre aux Européens l'occasion de se définir de manière autonome, notamment en poursuivant l'intégration européenne en matière de défense, et de reprendre, en partie, le flambeau du *leadership* des démocraties occidentales et des valeurs universelles, par exemple sur le sujet du climat.

Ce qui ne veut pas dire que Donald Trump gouverne de manière anodine. Au cours de sa première année en poste, il a pris de nombreuses décisions cruciales et potentiellement déstabilisatrices pour les affaires internationales : retrait de l'Accord de Paris, reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël, provocations envers Pyongyang, appui marqué à l'Arabie saoudite et reprise d'un ton agressif envers l'Iran. Et sur le plan interne, il dérègle à tour de bras (sur des questions économiques, éducatives, environnementales). Il a également orienté profondément et durablement la couleur judiciaire du pays à travers la nomination d'un nouveau juge conservateur à la Cour suprême et de dizaines de juges fédéraux conservateurs. Les élus républicains se réjouissent, et, malgré les chiffres d'approbation abyssaux du chef de la Maison-Blanche, ils lui conservent leur soutien ou du moins ils le laissent faire.

L'Amérique tiendra-t-elle le choc ?

Oui, car il s'agit d'une démocratie résiliente.

Malgré un climat politique tendu et maussade, qui vit au rythme des *tweets* et des déclarations incendiaires – qu'un critique a astucieusement surnommé les « *armes de distraction massive* » –, Trump a du mal à empiéter sur le rêve américain.

S'il a transformé les normes du comportement acceptable d'un président américain, abaissant la dignité de la fonction, il traîne sur ses promesses de campagne. Il n'a pas su faire abroger le système d'assurance santé mis en place par son prédécesseur, Barack Obama, bien qu'il l'ait raboté de manière drastique lors du passage de sa grande loi fiscale en décembre 2017. Il n'a pas posé la moindre brique du « mur » entre les Etats-Unis et le Mexique et se garde bien d'accuser la Chine de manipuler sa monnaie.

Ses tentatives les plus choquantes sur la question migratoire, toujours accompagnées d'un discours xénophobe et clivant, sont pour la plupart entravées par un système judiciaire encore robuste – du moins pour l'instant.

L'élection de Donald Trump a ainsi donné un grand coup de pied dans la fourmière. Elle est révélatrice d'un profond malaise et d'une grosse remise en question au cœur de la société américaine. Un segment important de la population se sent aliéné et s'est mobilisé pour soutenir un « *outsider* » au discours démagogique, simpliste et dangereux. Cependant, dans la foulée, la société américaine entame une véritable introspection. Et c'est là qu'on mesure l'impact « accidentel » de cet homme si controversé, qui inspire de l'admiration aux uns et une haine monumentale aux autres.

L'histoire n'évolue pas de manière linéaire. Il est dans la nature des choses que des bonds en avant soient suivis par des sursauts réactionnaires. Comme l'a dit Winston Churchill, les Américains finissent par faire ce qui est juste une fois qu'ils ont épuisé les autres options. Il en résulte un renouveau de l'engagement civique. L'opinion publique américaine prend conscience de la puissance de sa voix, réalisant que la santé d'une démocratie dépend de la participation civique et électorale.

Reste à voir ce qui se passera le 6 novembre 2018, quand les Américains voteront pour la totalité des 435 sièges de la Chambre des représentants, un tiers du Sénat (33 sièges), de nombreux gouverneurs et autres élus locaux.

Des *baby-boomers*, qui ont vécu le Vietnam et le Watergate, aux *millennials*, qui commencent tout juste à voter, cette prise de conscience est tangible. Nombreux sont ceux qui toisaient le secteur politique avec mépris ou lassitude il y a quelques années et qui ont décidé de s'impliquer, même de se présenter – au Congrès mais aussi dans des circonscriptions locales. Piquées par les propos régulièrement misogynes du chef d'Etat, propulsées par le mouvement *#MeToo*, les femmes américaines revendiquent leurs droits, leur égalité. Elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir s'impliquer en politique, à se présenter aux élections et, tout simplement, à s'exprimer.

Entre ce nouvel élan mobilisateur et l'évolution démographique du pays – que Trump tente de freiner en voulant expulser, parmi d'autres, les *Dreamers*, ces immigrés arrivés illégalement aux Etats-Unis lorsqu'ils étaient enfants et qui cherchent à régulariser leur statut –, on commence à discerner un vent de progrès qui émerge tout doucement. Cela évoque 1974 quand, dans la foulée du scandale du Watergate et de la démission du président Nixon, les électeurs ont déclenché un grand retournement et une série de réformes bénéfiques pour la société américaine.

Les deux articles qui suivent illustrent parfaitement les contradictions au cœur du mandat Trump. Andrew Eil décrit avec minutie le virage profond qu'emprunte la politique énergétique et environnementale américaine,

revenant sur l'héritage des années Obama, pas seulement en quittant l'Accord de Paris sur le changement climatique, mais en démantelant progressivement et systématiquement toutes les réglementations environnementales mises en place ces dernières années. Il existe certains fronts sur lesquels la rupture Trump est réelle et l'environnement en est un. Par contraste, Jeff Lightfoot se penche sur l'évolution des relations franco-américaines ces dernières années et en fait un constat plutôt positif. A la différence d'autres pays européens qui s'inquiètent d'être abandonnés par leur allié américain (Royaume-Uni, Allemagne), le pragmatisme règne entre Paris et Washington et la France, à travers les ambitions de son nouveau Président, voit même comment utiliser les évolutions de la politique étrangère américaines à son avantage, en plaidant pour une Europe plus forte.